



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 18/10/2024

Reçu en préfecture le 18/10/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20241015-2024\_49-DE



# DÉLIBÉRATION

2024/49

## **REMISE GRACIEUSE PARTIELLE D'UNE CREANCE**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Octobre 2024 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

**Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

**Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code général de la fonction publique ;

**Vu** le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

**Vu** le décret 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

**Vu** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**Vu** la délibération n°2015/16 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais en date du 27 février 2015 créant un service de médecine professionnelle et préventive ;

**Vu** la délibération n°2021/16 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais en date du 18 mars 2021 créant une nouvelle offre de santé en modifiant la convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et le tarif de la prestation ;

**Vu** la délibération n°2021/28 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais en date du 8 juillet 2021 fixant la date d'application de la nouvelle convention au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

**Vu** la convention Santé au Travail signée entre le Centre de Gestion du Pas-de-Calais et la commune de Berck-Sur-Mer en date du 10 mars 2022 ;

**Vu** la demande de remise gracieuse présentée par la commune de Berck-sur-Mer ;

**Vu** le titre n° 6997 d'un montant de 36 960 € adressé à la commune de Berck-sur-Mer ;

**Vu** l'avis de l'agent comptable ;

Monsieur le Président rappelle aux membres du Conseil d'Administration que l'article 5 de la convention Santé au Travail conclue avec la collectivité le 10 mars 2022 prévoit un coût de 110 € par agent (en fonction du nombre d'agents inscrits sur le tableau des effectifs) ainsi qu'un droit d'entrée de 20 €.

Il rappelle également que la convention indique, en outre, que le montant de la cotisation n'est pas liée au nombre de visites ou d'actions, mais qu'elle correspond à un suivi de la collectivité / l'établissement et de ses agents.

Il précise que, néanmoins, en raison du départ d'un Médecin du travail en février 2022, non comblé numériquement, la prestation de médecine professionnelle proposée à la commune de Berck-Sur-Mer par conventionnement n'a pu être assurée en totalité (baisse de 43% des visites comparativement à l'année 2021).

Il indique également que le recrutement de 2 infirmiers diplômés en santé-travail et la mise en place des « Entretiens Santé Travail Infirmiers » à compter de janvier 2023 a permis depuis cette date de pallier cette situation.

Il propose aux membres du Conseil d'Administration d'accorder à la commune de Berck-Sur-Mer une remise au prorata appliquée à la facture initiale de 36 960 € pour l'année 2022, soit une remise d'un montant de 15 893 €.

La facture pour l'année 2022 adressée à la commune de Berck-Sur-Mer pour les prestations de médecine professionnelle s'élèverait donc à 21 067 €.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *APPROUVE* l'octroi à la commune de Berck-Sur-Mer d'une remise de 15 893€ appliquée à la facture initiale de 36 960€ pour l'année 2022 ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer tous les actes relatifs à la mise en œuvre de cette remise.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 octobre 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY